

Culture, science et environnement maritimes

(LITTOCEAN, Yves Henocque et B.Kalaora)

Préambule

Les espaces littoraux et la mer deviennent un enjeu global de gouvernance suite aux alertes des scientifiques sur les menaces environnementales et leurs conséquences sur les ressources, les habitats naturels et la biodiversité. Les scientifiques et politiques prennent conscience du caractère planétaire des problèmes et de l'urgence à produire des indicateurs synthétiques et globaux afin d'assurer l'intendance efficace des ressources terrestres et marines. Cependant, la raison scientifique et la croyance à son universalité constituent souvent l'obstacle à sa traduction sociale et politique et à la mise en œuvre d'une gouvernance "située" et adaptée aux milieux (sociaux et biologiques) et appropriée par les acteurs locaux.

Suite à une mission effectuée en Polynésie Française, nous montrerons les limites de l'initiative française sur les récifs coralliens et leurs écosystèmes associés (mangroves, herbiers) faute de la prise en compte des savoirs vernaculaires des populations sur le milieu marin, de l'évacuation au nom de la standardisation des mesures de ce qui fait sens pour les populations et d'une conception ethnocentriste des rapports de l'homme à la nature qui de manière non intentionnelle perpétue la pensée coloniale.

Enfin pour conclure nous mettrons l'accent sur le fait que la gouvernance ne peut se réduire à une conception planifiée de la gestion fut-elle éclairée mais constitue un processus, un programme pragmatique d'arrangements et de négociation permanente entre la science, la société et le politique afin de répondre aux incertitudes et d'assumer notre ignorance globale sur des processus qui engagent le long terme et dont nous ne sommes pas maîtres.

La commande institutionnelle

Dans le cadre de son troisième plan d'action (2011-2015), l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) met en œuvre une nouvelle thématique d'intérêt transversal (TIT), 'Mécanismes de gouvernance et planification stratégique', dont le pilotage est confié à l'association 'LittOcean, Pour des espaces maritimes équitables'.

En articulation avec les autres thématiques d'intérêt transversal, il s'agit d'identifier et de contribuer à créer les conditions favorables pour l'appropriation locale et l'adaptation du plan d'action national à travers les comités IFRECOR existant ou à créer dans chacun des territoires et collectivités d'outre-mer.

Les premières actions 2011-2012 ont eu pour double objectif de faire un état des lieux et d'identifier les conditions favorables pour l'appropriation à partir des initiatives locales et leurs dispositifs de gouvernance pour la gestion intégrée de la mer et du littoral.

Dans cette approche, la gouvernance est définie à l'échelle d'un territoire « comme la mise en réseau des différents acteurs institutionnels, politiques, économiques et sociaux dans la perspective d'un projet de développement pérenne. La mise en réseau des acteurs du développement local s'appréhende comme un partage des connaissances et des expertises de chaque partenaire qui laisse cependant à chacun d'eux une part importante d'autonomie dans ses choix stratégiques ».

Après la Martinique et Mayotte (2011), cet état des lieux s'est poursuivi dans les collectivités du Pacifique sud : Nouvelle Calédonie, Wallis et Futuna, et la Polynésie française, objet du présent rapport d'expertise qui, outre un important travail sur divers corpus bibliographiques, repose sur des entretiens menés successivement à Tahiti, Fakarava et Moorea avec une quarantaine d'acteurs.

La Polynésie française appartient à l'immense continent maritime qu'est l'Océanie, avec des

milliers d'îles et des liens culturels immémoriaux tissés entre les populations qui les habitent. Petit à petit, les navigateurs et explorateurs occidentaux du XIX^{ème} siècle comprirent que ces liens ne pouvaient exister que grâce à l'extraordinaire capacité de déplacement et de circulation de ces populations dotées de leurs catamarans-pirogues et de maîtres navigateurs hors pair, démunis de toute carte mais avec déjà leurs propres instruments de navigation. C'est dans cette intimité avec l'océan et ses îles, soutenue par l'observation profonde des phénomènes naturels, que s'est développée la cosmogonie polynésienne où, de l'Homme à la Terre, de la Culture à la Nature, de la Terre à Dieu, la vie circule comme le sang ou la sève de l'arbre.

La période coloniale s'est traduite par la destruction de toutes les coutumes, la privatisation de ce qui était considéré comme des « commons » et l'expulsion des indigènes de leur lagon. Bien que cette période soit révolue la gestion de la mer et du littoral d'aujourd'hui ne peut s'abstraire de la mémoire de ce passé colonial d'assujettissement au risque d'être elle-même soupçonnée de vouloir prolonger les politiques du passé. Lorsqu'à la suite des arrêts nucléaires (1996), le comité économique, social et culturel (CESC) de Polynésie française publie sa Charte de Développement, il déclare que le pays (*fenua*) ne peut faire l'impasse ni sur ses racines culturelles auxquelles elle reste attachée ni sur sa modernité dont elle ne saurait se passer

Depuis 1971, on a ainsi abouti à un système hybride où, aux côtés du gouvernement de Polynésie française, les communes (au nombre de 48 pour toute la Polynésie française) restent des collectivités territoriales de la République de droit commun directement gérées par l'Etat français.

C'est dans ce contexte qu'ont été développés les nouveaux outils de gestion de la mer et du littoral comme la Réserve de biosphère de la commune de Fakarava ou le Plan de gestion de l'espace maritime (PGEM) de Moorea, qui ont été visités tour à tour dans le cadre de cette mission.

Ces rencontres avec décideurs, gestionnaires et usagers à Tahiti, Fakarava et Moorea, remises dans le contexte historique, socio-culturel, économique et politique de la Polynésie, permettent de revisiter les modes de gouvernance appliqués à la réserve de biosphère et aux plans de gestion de l'espace maritime et d'en dégager des enjeux communs, susceptibles d'interpeller notamment les membres du comité IFRECOR de Polynésie française.

Le substrat culturel

Le peuple navigateur

L'Océanie, ce continent immense « fait de mer plutôt que de terre » ce sont vingt-cinq millions de km², soit pratiquement un cinquième de la surface du globe, des dizaines de milliers d'îles qui parsèment les mers du Sud comme autant de joyaux. Impossible d'évoquer cet univers sans rendre compte de la sphère culturelle la plus fabuleuse qu'ait créée l'imagination humaine. Par-delà des distances équivalentes au double de la largeur du Canada, des liens culturels se sont tissés entre ces populations insulaires. Cette épopée est la matière d'une abondante littérature, scientifique, ethnologique, de découverte, poétique, représentative de l'imaginaire collectif de ce peuple d'exception.

Dumont d'Urville, explorateur du XIX^{ème} dans ses récits de voyage dans fait part de son étonnement quant à l'existence d'une culture homogène qui lie le peuple de ces atolls dispersés.

Wade Davis (ethnologue, « *Pour ne pas disparaître : pourquoi nous avons besoin de la sagesse ancestrale* »), pour qui la présence de ces liens fait imaginer l'impensable à savoir le déplacement et la circulation de ces populations d'îles en îles qui remontaient à plusieurs

siècles sur une surface immense et qui dépassait de loin les possibilités de navigation. Cette conception dépassait toute logique :

« Les marins voyageurs voyageaient sur des catamarans découverts qu'ils avaient construits avec des outils de corail, de pierre et d'os humain. Les voiles étaient en pandanus tissé, les lattes assemblées avec de la fibre de coco et ils utilisaient de la résine et de la sève d'arbre à pain pour le calfatage. Souffrant de la faim et de la soif, exposés à l'ardeur du soleil et à la morsure des vents nocturnes, ils parcourent ainsi des milliers de kilomètres et découvrirent des centaines de terres nouvelles, certaines minuscules, d'autres de la taille d'un petit continent »

Emmanuel Desclève (Amiral : *L'art de la navigation en Océanie*) nous fait part quant à lui de l'inventivité technique en termes de navigation et de construction de ces populations. Cette connaissance de la mer était stockée dans la mémoire et transmise de génération en génération. La mer et l'art de la navigation constituaient le pivot culturel qui liait chacune de ces communautés peuplant ces différents atolls. Le statut social, le prestige culturel, l'autorité traditionnelle et charismatique reposaient sur les compétences accumulées dans l'art de la navigation dont certains étaient détenteurs et en connaissaient toutes les ruses.

Cette aventure et expédition vers une véritable « Terra Incognita » est de manière allégorique racontée par Hermann Melville dans son ouvrage *Mardi* (1849). Comme dans toutes ces œuvres, la mer y est omniprésente, mais ici l'archipel imaginaire qu'il nous conte se trouve quelque part dans les mers du sud, dans le Pacifique. Le livre est publié en 1849, soit quelques années seulement après l'expédition du français Dumont d'Urville. Dans *Mardi*, œuvre poétique, Melville raconte les pérégrinations de ces premiers migrants navigateurs qui, sur leurs pirogues, naviguent en s'orientant à travers les éléments fondamentaux de leurs univers liquides : le vent, les vagues, les nuages, les étoiles, le soleil, la lune, les oiseaux, les poissons, l'eau, la lumière. Bref en étant capable de déchiffrer l'océan sans avoir besoin de s'appuyer sur des écrits, registres de bord, cartes ou compas. L'archipel de *Mardi* a toutes les caractéristiques d'une Utopie, diffuse, polymorphe, éclatée - « une multitude d'îles [...] bleues, dans l'azur du ciel, comme des gerbes fantastiques dans un champ de rêve », - très proche de ce que devait ressentir les premiers navigateurs polynésiens. Melville nous plonge dans ce monde imaginaire pour mieux nous en faire découvrir ses profondeurs.

Malinowski le célèbre ethnologue qui étudia les échanges économiques et symboliques (celui des biens de prestige) des Argonautes du Pacifique occidental (1922), voulait comprendre ce qui pouvait justifier ces populations à prendre tant de risques pour leurs déplacements en mer. Sa recherche ethnologique le conduisit à trouver la réponse dans le cérémonial d'échanges réciproques de biens symboliques, bijoux et colliers de valeur de prestige plus qu'utilitaire. Ce réseau d'échange, que Malinowski nomma « cercle de kula » reliait quantité de communautés sur des kilomètres carrés dans l'Océan, un enchevêtrement de petits agrégats d'humanité accrochés à leurs récifs de corail et éparpillés sur les vestiges de montagnes englouties. Au fur et à mesure qu'un objet faisait le circuit de la kula, ce qui pouvait prendre vingt ans, sa valeur symbolique augmentait à chaque voyage car il s'enrichissait de récits de tribulations et faits fabuleux, d'histoires de sorcellerie et de vent, des noms des grands hommes qui l'avaient entre les mains. Ces objets devenaient sacrés et ils réunissaient ces îles éparpillées sous la forme d'un anneau de pouvoir magique.

Malinowski avait compris la fonction du cercle de kula qui était celle d'établir des relations entre des peuples de langues différentes et séparés par de si grandes distances. Ces échanges de prestige justifiaient par l'aura qu'ils apportaient la prise de risque incommensurable de la traversée. Ils étaient aussi l'occasion d'échanges utilitaires, pigments, teintures, haches de

pierre, céramiques, nourritures etc. Par ailleurs ils impliquaient aussi la construction de flottilles de pirogues et de tous les équipements annexes dont ils étaient devenus les spécialistes. Ces voyageurs comme l'indique le titre du célèbre ouvrage de Malinowski étaient tels des argonautes qui s'aventuraient dans l'inconnu pour rechercher prestiges et honneurs au risque de ne pas revenir au point de départ, dans l'île où résidaient leurs familles. En effet, pour les habitants navigateurs, le territoire n'est pas l'île proprement dite mais les connexions et les routes maritimes qui relient les îles entre elles, routes qui varient et qui s'étendent au gré des échanges. Confronté à un monde hostile et dont on imagine qu'il est peuplé d'êtres terrifiants (monstres marins, djinns), on n'essaye pas de le délimiter par des frontières mais plutôt on apprivoise l'espace maritime en se remémorant les axes et étapes d'un parcours maritime « nomade ». On dote l'univers marin d'un sens qui le rend intelligible et qui permet de s'y orienter.

Ce mouvement ne répond pas à la seule fonction instrumentale, il est consubstantiel à la vision du monde de ses peuples, il est intégré dans leurs muscles et il fait partie de la corporéité (de l'image de leurs corps). Il s'agit d'une véritable recréation du monde, une conquête du vide qui suit le mouvement des flux cosmiques remplaçant l'être humain dans son environnement planétaire et constitué de tous ses éléments, marins, biologiques, floristiques et faunistiques. C'est en termes de totalité et non de fractionnement qu'est appréhendée la relation de l'homme à son espace maritime. Cette figure de l'emboîtement des mondes et des échelles est ordonnée autour de points de jonctions et d'articulation qui impriment le rythme des traversées et intériorisent le chemin de l'eau. Ce qui est décisif ce ne sont pas les parties constitutives d'un espace mais les lignes de croisement qui permettent de passer d'un lieu à un autre. C'est ce processus de mouvement perpétuel et de mise en rapport du monde liquide et terrestre qui assure une relative maîtrise du vide océanique. Notons qu'il s'agit d'empreintes et non de marquage, le déroulé du parcours étant le fruit d'une constante négociation entre l'homme et l'environnement marin. Le tracé ne s'effectue pas sur une posture de dominance et d'assujettissement du milieu, au contraire il suppose de se mouler dans les éléments pour pouvoir mieux s'y adapter. On passe ainsi d'une structure de type aréolaire (au sens d'aréoles spatiales) à un système réticulaire en termes de réseaux et de nœuds de connexion, système qui prend sa source dans un mouvement perpétuel.

Ce détour par l'histoire, l'ethnologie et le roman nous permet d'aborder la question Polynésienne en insistant sur sa différence avec les autres îles de l'outre-mer. En effet, l'identité polynésienne est essentiellement marquée par la navigation et de la même manière que dans les récits de Melville, la mer y est omniprésente. Elle constitue le socle du génie polynésien. Autrement dit, les désirs, les facultés cognitives, les ambitions y sont plus que partout ailleurs orientés vers la mer et ses défis. C'est ce potentiel de ressources et de connaissances traditionnelles accumulées depuis des millénaires qu'il convient de préserver de manière durable car il est à la source d'une véritable vision intégrée issue de l'expérience et non d'une connaissance abstraite. Cette histoire témoigne, non seulement de l'esprit d'aventure propre à toute conquête mais plus encore des merveilles de l'intelligence humaine et de ses capacités d'adaptation à un environnement non connu et incertain. C'est dans la mémoire de ses populations et dans son stock d'expériences de mer accumulées depuis des siècles qu'il faut poser les fondements d'une gouvernance de la mer et du littoral. C'est sur ce savoir pratique et intégré dans les dispositions corporelles et cognitives que les échelles d'articulation et de correspondance de ces bassins maritimes doivent être définies. Seules ces populations, sur la base de leurs connaissances pratiques sont en mesure de proposer des outils de gouvernance qui correspondent à leurs visions de ce monde ultramarin dont les délimitations sont fluctuantes et variables selon les itinéraires parcourus.

C'est avec eux et en présence de ces navigateurs qu'il revient de dessiner les cartes et les liens qui unissent ou séparent ces différents atolls, d'identifier les écosystèmes selon des critères qui correspondent aux savoirs vernaculaires, ce trésor de gisement de gouvernance. Ce legs de la tradition est toujours vivant comme le rapporte l'ethnologue Wade Davis qui a sillonné les mers du Pacifique. Comme de nombreux scientifiques, il a pu observer au cours de ses voyages la réalité des menaces sur la biodiversité pesant sur ses atolls et qui à terme entamera les ressources vivrières et halieutiques de leurs habitants. Pour lui, le seul espoir de parer à ces menaces est de préserver cette mémoire ancienne dont la perte serait préjudiciable non seulement pour les générations futures mais aussi pour la planète. Pour peu qu'elles soient remises dans leur contexte moderne, les connaissances acquises, les modes de pensée et de vie de ce peuple ancien sont une réserve de capacité de lutte et d'adaptation face aux conséquences écologiques et environnementales de la société industrielle. Autrement dit, les réponses aux problèmes globaux passent nécessairement par le local.

Altérités polynésiennes

Quand la relation détermine l'être :

Dans les langues océaniques, les auxiliaires être et avoir sont absents alors que depuis Aristote le verbe substantif est posé comme un a priori universel, son absence n'étant pas pensable. L'une des conséquences est qu'en Polynésie, « l'être » en position absolue n'existe pas ; la syntaxe détermine les entités les unes par rapport aux autres, le lexique fait l'économie d'un lexème qui signifierait l'être. « On n'est pas, on est quelque chose en fonction d'un ensemble de choses ; c'est le système relationnel qui définit l'entité » nous dit B. Rigo (Altérités polynésiennes, 2004).

Pour un polynésien, rien n'existe en dehors d'un processus relationnel, d'une circulation « sémantique » en parfaite homologie avec la circulation propre aux mouvements des pirogues. Le commencement n'est pas décrit comme un monde surgissant de rien mais comme une succession de naissances engendrées. Loin des dichotomies cartésiennes (transcendance/imminence, vérité/illusion, science/expérience, muable/immuable, contemplation/participation, hasard/destin, être :non être), ce qui organise et structure la vision du monde est le primat de la relation et de la circulation dont la pirogue est l'emblème existentiel comme figurant sur le drapeau de la Polynésie française. La pirogue est le mobile qui assure la circulation et qui est au cœur de la culture polynésienne.

La pirogue véhicule du sacré

Le marae est sur terre l'espace par lequel la navigation continue. Lorsque le polynésien taille la pierre, il la taille non dans l'esprit d'édifier un monument patrimonial mais de fabriquer un véhicule sacré qui navigue entre le visible et l'invisible, le divin et l'humain., le supérieur et l'inférieur, les morts et les vivants. Navette sacrée assurant le passage entre le monde des dieux, des ancêtres et celui visible des hommes, le marae assure un fondement sacré au pouvoir politique. Il active les flux économiques sous forme d'accumulation et de redistribution des richesses, il relie et renforce les réseaux sociaux. Réciproquement chaque manifestation cérémonielle réactive et augmente le *mana* du *marae*.

Croissance et expansion

Tout ce qui ne favorise pas l'extension est ainsi considéré comme un obstacle. Cette vision est qualifiée par les anthropologues d'énergétique et elle implique de penser tout à la fois la continuité, l'instabilité, la pluralité et le discontinu. L'instabilité exclut tout point d'ancrage ou arrimer le sens et le vrai. Il s'agit de composer comme le navigateur avec les forces qui se présentent. Ce sont les forces qui règlent le jeu et non l'inverse. En vain, on chercherait dans

la culture polynésienne les idées de permanence, de stabilité et d'unité. La pensée polynésienne est une pensée de la germination, de l'expansion et de la pluralité, ce qui implique de concevoir une continuité verticale par laquelle tout peut agir sur tout et une discontinuité horizontale par lequel le semblable peut s'opposer au semblable

Circulation, navigation et pouvoir

De même, la reconnaissance de l'autorité ne repose pas sur le statut ou la position mais sur la capacité de cumul des réseaux et des énergies que ces derniers confèrent à ceux qui les maîtrisent. C'est le réseau qui fonde le pouvoir et la sacralité. La hiérarchie exclut dans la vision polynésienne toute idée de supériorité et de transcendance. Un barreau de l'échelle est toujours relié à l'autre qu'il soit supérieur ou inférieur. Le pouvoir n'est pas protocolaire, le chef ne concentre pas le '*mana*', il le diffuse puisqu'il fait partie d'un réseau et donc symétriquement tous les membres de la communauté en bénéficient .

C'est la circulation et l'irrigation dans le réseau et par le réseau qui est au fondement du pouvoir, à l'instar de la sève qui part de la souche et irrigue les branches jusqu'aux plus fines. Le réseau n'est pas une structure, il est lui-même changeant et vivant entièrement soumis à l'énergie et au *mana* qui y circule et le traverse. Le réseau met en relation différents éléments, il est toutefois bien plus que leur somme car il consiste en une circulation qui active et transforme les éléments. Sans circulation, les éléments ne sont pas actifs et ils sont privés de *mana*, voués à disparaître.

Cette logique de l'expansion circulatoire se retrouve dans le '*marae*', à l'image de la culture du taro dont il suffit de transplanter un tubercule, chaque *marae* génère par clonage un autre *marae*. C'est encore cette même pirogue sacrée qui va transporter une pierre prélevée sur le site fondateur vers un nouveau lieu de culte.

Le rapport à la nature

Avant la période de contact avec l'occident, le sujet polynésien ne vivait pas dans la nature, il vivait en relation avec des entités plus ou moins chargées en sacralité dans le cadre de son réseau. Absente du lexique la nature est aussi absente de la représentation sociale, la nature n'est pas enchantée car il n'y a pas de nature. La nature n'est pas une extériorité, elle est présente partout, elle est le fondement de la vision holistique propre de l'identité polynésienne. A la différence de l'occident, la nature n'est pas ce qui sépare, au contraire elle est ce qui relie. En constituant le lien entre les hommes et les dieux, elle assure la place de chacun dans un réseau et assure la continuité avec les ancêtres. De l'Homme à la Terre, de la Culture à la Nature, de la Terre à Dieu, la vie circule, comme à travers un placenta ou un tronc. Ce qui circule c'est la sève ou le sang. « La nature a des oreilles et obéit à Dieu... la nature a une voix donc aussi des oreilles. Dieu lui a donné des oreilles pour écouter pour entendre. L'homme devient comme Dieu, devient la nature car la nature ressemble à Dieu. La nature a aussi une tête, un visage, un nez, des oreilles, un corps comme nous et Dieu ».

La toile de fond du colonialisme

En Polynésie Française, la protection des récifs coralliens justifiée par l'argumentation scientifique face aux menaces anthropiques, ne peut s'abstraire de la mémoire du passé colonial au risque d'être elle-même soupçonnée de vouloir prolonger les politiques du passé. L'autonomie politique marque certes un départ des pratiques du passé, mais ne les efface pas si facilement. Déjà en 1933, Alain Gerbault dénonçait les conséquences du colonialisme non seulement du point de vue de la destruction des modes de vie traditionnels mais aussi sur le milieu biologique. La conquête de peuples autochtones, considérés alors comme 'sauvages et primitifs', au nom de l'impératif de civilisation s'est traduite par l'exploitation violente de la

nature et la destruction de toutes les pratiques de gestion du milieu par les populations locales et leurs représentants locaux

Il montre le subterfuge de l'annexion au nom d'une prétendue rationalité économique et morale dont les indigènes seraient privés pour les expulser des lieux qu'ils occupaient. L'expulsion des habitants aux bords du lagon, sous prétexte qu'il ne relevait pas de la propriété des indigènes, constitue un exemple emblématique de cette politique d'occupation. En l'absence de titre de propriété, l'administration coloniale a considéré que le lagon constituait un territoire du vide. Gerbault au contraire souligne l'importance des jeux ludiques liés à la mer et à la navigation, celle de la mémoire du grand navigateur Hiro toujours vivante en 1933. et bien sûr le rôle du lagon comme 'garde-manger' des habitants, appellation qui perdure toujours. Poursuivant son analyse, Gerbault montre les conséquences de la colonisation sur des aspects peu connus concernant l'artificialisation du paysage et sa destruction. L'indice de cet accès colonial est la présence récurrente d'une espèce proliférante, l'acacia, introduite par les européens. Plantations et envahissement par les cocotiers, cueillette intensive, urbanisation et littoralisation, destruction du patrimoine et des monuments sacrés, regroupement dans quelques villages, autant de signes propres au processus de civilisation qui va engendrer la perte non seulement d'un cadre de vie mais aussi d'un milieu biologique incomparable, complexifiant notamment ce qu'on appelle aujourd'hui « l'indivision foncière ». Sous prétexte de modernisation, colons et administratifs interdisent toutes les traditions locales, qu'ils s'agissent de la religion (les *marae* sont détruits au nom de la chrétienté et contre le paganisme), des chants et danses traditionnelles interdits, des coutumes locales jusqu'à l'usage de la pirogue. Les cases traditionnelles sont remplacées par des maisons de tôle, totalement inadaptées au contexte local. En bref, cette période de la colonisation détruit toutes les capacités des individus de faire et d'être, les privant de toute initiative et de liberté de choix, les inféodant aux valeurs de leurs maîtres. Comme ailleurs, l'assujettissement voir l'anéantissement des chefferies traditionnelles fait partie de cette stratégie de conquête globale.

Certes, aujourd'hui la soumission des populations n'est plus de mise, néanmoins leurs « capacités » (de faire et d'être, de choisir parmi de multiples possibilités celles qui sont les plus aptes à leur développement humain) ont été entachées et réduites. Prendre conscience des conséquences durables des pratiques du passé est une bonne manière de se prémunir contre l'affirmation de la conservation comme valeur universelle, qui reviendrait à priver à nouveau les habitants concernés de leurs biens. Une patrimonialisation non appropriée par les acteurs locaux conduirait de fait à l'exclusion de tous ceux pour qui le lagon n'est pas seulement une scène spectaculaire à sanctuariser au profit de quelques scientifiques ou pour répondre à l'imaginaire touristique occidental. Les travaux des Etats généraux de 2009 ont encore rappelé l'ambition de construire le futur du pays selon son identité et non de détruire cette identité pour répondre aux impératifs de la croissance économique

La gouvernance revisitée

Ici comme ailleurs, toute imposition qui au nom de l'objectivité et de la rationalité fonctionnelle prétendrait réguler les rapports de l'homme à l'environnement sans s'appuyer sur les soubassements culturels et cognitifs risque d'avoir des effets contre performants. C'est autour des notions de circulation, de réseau, d'emboîtement, de maillage, d'accumulation d'énergie que la notion de gouvernance devrait se déployer. Paradoxalement le terrain s'y prête d'autant plus que la cosmogonie polynésienne est par certain point homologue à l'approche socio-écossystémique de l'environnement. Cette conception, contrairement à l'idée ontologique de la nature et de son équilibre est fondée sur une vision dynamique et processuelle des relations entre l'homme et le milieu dont il fait partie. Elle est profondément interactive et évolutive et doit être prise en compte dans toute tentative de «

reterritorialisation » ou de patrimonialisation.

Loin d'une nature figée, le mouvement incarne l'essence même de l'environnement qui est un processus permanent de changement et d'évolution adaptative, conséquence des interactions entre les activités humaines et la dynamique propre aux milieux vivants. C'est donc sur le mouvement, la circulation, et la mise en œuvre de dispositifs de mise en réseaux favorisant la synergie sociale et inter-insulaire que devrait se déployer la gouvernance et la gestion intégrée des îles. L'exercice du pouvoir devrait viser moins au contrôle et à la surveillance des activités et des populations qu'au renforcement de leur capacité et de leur propre pouvoir pour prendre des initiatives collectives et solidaires pour mieux gérer les biens et les lieux hérités des ancêtres.

Promouvoir des aires marines gérées plutôt que protégées, reconnaître le droit des communautés à gérer des ressources côtières

Pour toutes les raisons historiques et culturelles évoquées précédemment, les ressources marines sont considérées comme un bien commun et ont été gérées jusqu'il y a peu de manière coutumière. Le *rahui* notamment est bien une approche d'aire marine gérée pratiquée depuis longtemps. Le ministre de l'Environnement, Jacky Bryant, rappelle ces fondements culturels : la notion de temps en Polynésie est cyclique et se matérialise par le *rahui* ; le temps cyclique correspond au rythme naturel. Le temps linéaire, le *tapu*, est par contre indéfini et peut devenir à ce titre un objet d'incompréhension face à l'imposition d'une interdiction permanente.

C'est pourquoi, il est essentiel de mettre fin à la vision récurrente qu'un plan de gestion de l'espace maritime (PGEM) est une aire marine protégée (AMP), ce qui est malheureusement communiqué par beaucoup d'experts et retenu au premier chef par les acteurs locaux (le *tapu* opposé au *rahui*). La direction de l'Environnement souligne l'inadéquation entre une gouvernance dont les référents sont très éloignés des modes de vie réels des gens, inadéquation entre des concepts globalisateurs et la réalité microscopique de la Polynésie, immense territoire maritime constitué d'une constellation de petites îles dont les coutumes et les traditions sont différentes.

Pour les anciens, il n'y avait pas de discontinuité terre-mer, ce que la mise en œuvre séparée du Plan général d'aménagement (PGA) et du Plan de gestion de l'espace maritime (PGEM) a de fait institué. À Moorea, le PGA et le PGEM ont été faits à des périodes différentes et la commune n'a aucun contrôle sur le PGA car ce dernier n'a pas de comité permanent contrairement au PGEM. De manière générale à Moorea, la perception du PGA est celle de l'interdiction plutôt que celle d'une amélioration du cadre de vie.

La protection est une forme de gestion. Elle ne vaut que si elle est au profit des hommes là où ils vivent et selon la manière dont ils vivent. À l'exemple des conclusions de la conférence de 2009 (Moorea), un outil de planification comme le PGEM devrait être clairement présenté comme étant au service d'aires marines gérées (AMG) utilisant plusieurs outils dont les aires marines protégées (ou 'zone naturelle protégée' dans le cas de la RB de la commune de Fakarava).

Sur les îles hautes comme Moorea (les PGEM de la RB de la commune de Fakarava incluent nécessairement la partie terrestre), il est vital de prendre en compte les nombreuses menaces se situant non seulement sur le littoral (gestion du trait de côte), mais également en amont en matière d'exploitation du bois, de pratiques agricoles, de gestion des déchets ou encore et plus généralement de développement urbain et touristique.

Pour une science située et répondant aux besoins et attentes du public

La connaissance et l'expertise scientifiques sont les figures dominantes de l'émergence de la globalisation via la construction et la dissémination de modèles conceptuels d'un système

global. Ces modèles ont construit une ontologie des problèmes globaux environnementaux et sociaux parfaitement résumés dans le choix des thématiques d'intérêt transversal (TIT) de l'IFRECOR.

Là où la nature et la société étaient perçues dans le passé dans un cadre local ou national, les experts les traitent de plus en plus (la conférence de Rio 1992 représentant un tournant dans ce sens) à travers des thématiques globales (biodiversité, climat, bio-invasions, pollutions, etc.) développant des simulations à l'échelle planétaire et s'intéressant particulièrement aux processus systémiques globaux. Le pouvoir de ces autorités scientifiques se traduit par le développement de banques de données, la création de réseaux d'observatoires fournissant des modèles sophistiqués et systémiques de processus globaux ignorant les savoirs locaux. Ce globalisme constitue le cadre explicite de construction de la nature et de la société dans des termes globaux. Il proclame par ailleurs la neutralité de la communauté épistémique et son objectivité. En ce sens la science est éminemment politique, elle construit un monde. De ce fait elle ne peut à bon compte se dégager des conséquences sociales de son action

La division entre nature et culture est le fruit de l'esprit scientifique et cartésien occidental. Pour certains commentateurs et historiens de la science, il s'agit du mécanisme par lequel les sociétés occidentales classent les multiples hybrides qui occupent leurs existences matérielles et cognitives dans les mondes séparées de la nature et de la culture, dualisme qu'elle constitue comme ayant une valeur universelle. En ce sens elle tend à ignorer ou à considérer comme secondaires les savoirs faire indigènes et populaires, pourtant bien réels et constitués et pour qui cette coupure ne fait pas sens. Cette division héritée de l'esprit des lumières et de son universalisme ne tient plus car de nouveaux entrants, virus, bio invasions, CO2, s'invitent sur la scène sociale et brouillent les frontières entre humains et non humains. Les peuples indigènes dont l'organisation reposait sur les droits coutumiers plutôt que sur le droit naturel et positif sont mieux armés culturellement pour faire face à ces nouveaux défis environnementaux

Le problème aujourd'hui est donc de repenser la fabrique de la connaissance en prenant au sérieux les connaissances locales et en les traitant de manière symétrique aux savoirs "savants". Celles-ci ont désormais droit de cité dans les instances internationales et parfois nationales avec la reconnaissance de l' 'autochtonie'. Il s'agit non pas d'opposer le local et le global mais de sortir d'une vision épurée de la connaissance et d'en faire une connaissance "située", c'est-à-dire en prise sur les contextes où elle intervient. Dans le monde globalisé dans lequel nous sommes, la gouvernance est un processus dynamique entre le local et le global. Ce processus suppose notamment une transformation du rapport à la connaissance, à savoir non plus la croyance en l'universalité et l'objectivité de la science mais l'idée que toute connaissance est située et donc relative au contexte où elle intervient. Tout dispositif de gouvernance, en termes de structure et de lieu de rencontre, doit pouvoir faciliter un tel processus de mise en situation commune.

Développer la circulation, les réseaux et leurs connexions contrer le centralisme.

Dans la cosmogonie et l'histoire polynésiennes, c'est en terme de totalité et non de fractionnement qu'est appréhendée la relation de l'homme à son espace maritime. Cette figure de l'emboîtement des mondes et des échelles est ordonnée autour de points de jonctions et d'articulation qui impriment le rythme des traversées et intériorisent le chemin de l'eau. Ce qui est décisif ce ne sont pas les parties constitutives d'un espace mais les lignes de croisement qui permettent de passer d'un lieu à un autre. C'est ce processus de mouvement perpétuel et de mise en rapport du monde liquide et terrestre qui assure une relative maîtrise

du vide océanique. Plus qu'ailleurs, c'est autour des notions de circulation, de réseau, et d'emboîtement d'échelles que la notion de gouvernance devrait se déployer. Le réseau internet, qui est à présent opérationnel et communément utilisé partout et par tous, devrait y aider.

Faute de structure d'animation pour en provoquer et faciliter la mise en œuvre, les acteurs des PGEM et autres initiatives locales échangent peu entre eux. Malgré quelques ateliers régionaux notoires, les gestionnaires et praticiens des aires marines gérées en Polynésie française restent encore trop à l'écart des réseaux majeurs, il est vrai pour la plupart de langue anglaise.

En Polynésie française, il y a une double mise en réseau à mettre en œuvre : à l'intérieur du pays, au travers des initiatives locales et de leurs acteurs (usagers et décideurs locaux), qui échangent trop peu entre eux. Ceci peut se faire par emboîtement d'échelles, au sein d'un même archipel et entre archipels pour lesquels il existe déjà des regroupements (associations de maires, associations de communes, etc.). L'autre réseau à développer en cohérence avec le réseau Polynésie française (afin que tout le monde puisse en bénéficier) est le réseau vers l'extérieur, celui qui participe à la construction d'une gouvernance globale des océans et des régions océaniques.

Conclusion polémique

La science et la technologie fonctionnent comme des agents politiques.

Des liens existent entre la capacité des hommes à produire des faits et des objets qui modifient la nature et leur égale capacité à produire des instruments qui ordonnent la société, comme des lois, des réglementations, des experts, des bureaucraties, des instruments financiers, des groupes d'intérêts, des représentations sociales

Le pouvoir réducteur de la cosmologie occidentale

A l'image des demi sœurs de Cendrillon mutilant leurs pieds pour les faire rentrer dans les cruels canons de beauté de la pantoufle de verre, les planificateurs, les experts, les scientifiques, les politiques voudraient pouvoir changer les conceptions des populations cibles pour les faire rentrer dans leur standard. Cette opération est contre-productive.

Océaniser la science, la désoccidentaliser

Pour sortir de ce dilemme, passer de la science contre la société à la science en société. Une science publique responsable et participative. Océaniser implique de rompre avec la croyance en l'universalité des faits, en l'objectivité de la science. Il faut enraciner la science dans les lieux, décroiser les esprits et la pensée.

Se défier des normes et de la normalisation

Sortir des images idéalisées et épurées de l'ordre social pour imaginer des dispositifs complexes et hybrides favorisant des formes de vie plurielles, des agencements rhizomatiques où cohabitent nature et culture, science et savoirs vernaculaires, chefferies traditionnelles et contemporaines, sacré et science, coutumes et droits modernes etc..... En un mot décroiser la pensée et le monde

Favoriser les interactions, mélanger les genres.

Favoriser les interactions entre science et politique (une science publique et pour le public) plutôt que de s'arc-bouter sur les frontières qui les séparent. Franchir la frontière entre science et société à l'image d'Hobbes Philosophe (17^{ème}), prenant des positions sur la science et la

nature et Boyle, physicien et chimiste anglais s'exprimant à la même époque sur la politique et le pouvoir